

## "VALEURS DE LA REPUBLIQUE" OU PRINCIPES POUR TOUS ?

1) Le thème des "*valeurs de la République*" est mis en place par l'Etat et les partis pour signifier à tous ***qui est d'ici et qui n'est pas d'ici ; qui est du pays et qui n'en est pas***. C'est à dire : **qui compte** aux yeux de l'Etat et qui ne compte pas, qui mérite d'avoir des droits et qui ne le mérite pas. Les "*valeurs de la République*" sont en fait **des critères de tri et de séparation des gens**.

C'est une rupture grave et importante dans la politique de l'Etat. Cette rupture divise profondément les gens, les sépare. Cette politique instaure, légalise et rend normale l'idée que des gens, sur un même territoire qu'est la France, n'ont pas à être considérés à égalité.

Ainsi, faire le choix de penser autrement que l'Etat, ou de s'habiller et de manger comme on l'entend, de croire en telle religion, ou de se battre pour ses droits et ceux de tous, tout cela ferait qu'on se met soi-même en dehors des "*valeurs de la République*", et donc qu'il serait normal d'être traité à part, sans droit, sans reconnaissance de la part des pouvoirs publics.

2) Dans les partis et dans l'Etat, chacun y va de sa "valeur républicaine", de son critère de tri :

- c'est Valls qui explique que les Roms ne sont pas des hommes comme les autres et donc qu'ils "ne peuvent pas vivre dans la république française" ;
- C'est le préfet de Toulouse qui, quand des habitants refusent, comme à la Reynerie, d'être délogés de force et déplacés comme de la poussière à cause du GPV (grand projet de ville) de la mairie, n'hésite pas à dire qu'ils "*sont contre l'intérêt général*" dont la république serait garante ;
- C'est, quand des ouvriers, après des années de travail dur ici demandent leurs papiers pour eux et leur famille, il leur est répondu : "*vous ne correspondez pas aux critères établis par la république*", qu'ils sont expulsés et leurs droits volés (retraites, taxes, impôts payés...) ;
- C'est quand on sort de la communauté nationale des gens appliquant certains rites religieux, surtout musulmans, en mettant en doute leur nationalité française au nom de ces fameuses "*valeurs de la République*" qu'ils ne respecteraient pas à cause de leur religion ;
- C'est quand, à un ouvrier licencié qui se bat pour sortir la tête haute de l'usine ou de l'entreprise où il a travaillé des années, on n'hésite pas à dire qu'il « *va contre les valeurs de la République* » ;
- C'est quand aux lycéens manifestant pour que leurs amis ne soient pas expulsés, il a été répondu qu'ils ne se pliaient pas à "*la loi de la république*".

- Il en est de même à propos des habitants des cités populaires : le doute est entretenu quant à leur place dans la "république", vu qu'ils vivent dans des lieux dits suspects.

3) La propagande actuelle autour des "valeurs de la République" a un double but :

- Pousser des gens à se résigner, à accepter le sort qui leur est fait en les menaçant d'être désignés comme "pas d'ici" si jamais ils émettent une quelconque critique de fond ou pire s'ils affirment quelque chose de positif pour tous : aux gens déjà humiliés et méprisés, l'Etat en promet encore pire !
- Séparer et trier la population suivant des critères ethniques, religieux, racistes, sociaux.

Tout cela pour empêcher toute idée positive du côté des gens, pour tous.

Il en est de même du thème de "l'intégration", si cher au PS, qui s'adresse en réalité à des français, à des gens nés ici, ou présents depuis longtemps, pour leur imposer des critères de sélection, de tri, et les menacer d'exclusion s'ils ne s'y plient pas.

**4) LES CRITERES DE TRI SONT LA POUR EMPECHER LES PRINCIPES.  
LES PRINCIPES POUR TOUS PERMETTENT D'AFFIRMER ET D'AGIR  
POUR QUE CHACUN COMPTE, POUR QUE CHAQUE VIE COMPTE.  
ILS PERMETTENT QUE LE PAYS SOIT POUR TOUS CEUX QUI Y  
VIVENT.**

Aujourd'hui, autour du principe que "*le pays doit être pour tous*", et que *ce sont les gens tels qu'ils sont qui font le pays réel*, de nouvelles formes de regroupement, de rencontres, de batailles se construisent. Des capacités existent, à partir des gens concernés eux-mêmes.

C'est de côté là qu'il faut regarder si on a un minimum d'intérêt à ce qui arrive dans ce pays, à ce qui arrive aux gens.

Que ce soit avec les affirmations de certains pour décider où ils veulent vivre ("*nous ne sommes pas de la poussière qu'on déplace*" face au GPV), ou de nouvelles tentatives pour parler des droits pour tous (régularisations des sans-papiers), où encore la recherche de chemins pour affirmer "*on est d'ici*", tout cela est en travail. Et ce travail est à la portée de chacun. Discutons-en.

### **CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS**

Pour nous contacter : Tél. : 06-13-06-94-62 ;  
Mail : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr) ; Sites : <http://ouvriersgensdici.free.fr> [www.ouvriersgensdici.net](http://www.ouvriersgensdici.net)

Toulouse, le 30 Novembre 2013